

Laissés pour morts

PAKISTAN Le personnel contraint de fuir, les hôpitaux ne fonctionnent plus.

Faute d'électricité, d'eau et de médicaments, le principal hôpital de Swat ne peut plus accueillir les civils blessés dans l'offensive de l'armée contre les talibans, dans le nord-ouest du Pakistan. Des médecins qui ont fui, laissant agoniser des habitants, témoignent.

L'établissement de 500 lits, situé à Saïdu Sharif, un quartier de la périphérie de Mingora, le chef-lieu du district de Swat, a été littéralement abandonné par son personnel, raconte par téléphone un chirurgien orthopédiste qui a fui et gagné Peshawar, la capitale de la province du nord-ouest. «Plus aucune infrastructure médicale n'est en état de fonctionner à Mingora», une ville de quelque 300 000 habitants, poursuit cet homme qui ne veut pas être identifié. Les autres hôpitaux de la vallée de Swat et ses environs, théâtre depuis plus de deux semaines d'une vaste offensive de l'armée contre les talibans liés à Al-Qaïda, sont également en passe d'être fermés, laissant peu d'espoir aux nombreux blessés, combattants ou civils pris entre deux feux, de s'en sortir, assurent des hauts responsables de l'administration locale.

Des centaines d'infirmiers, médecins et pharmaciens n'ont eu d'autre alternative que de fuir, confirme au téléphone Lal Noor,

directeur de l'hôpital de Saïdu Sharif. «Je suis le dernier à avoir quitté l'établissement, dimanche», dit-il, également depuis Peshawar. «Des blessés qui avaient réussi à se frayer un chemin jusqu'à l'hôpital m'ont raconté que des gens agonisaient dans leurs maisons, hurlant à l'aide. Nous voulions les aider, mais c'était impossible dans ces circonstances. Cela faisait huit jours que l'on n'avait plus d'électricité et plus de carburant pour faire tourner les générateurs. Je réclamaï sans cesse aux autorités qu'elles nous protègent, mais en vain.»

Les talibans empêchent les habitants de Swat de s'enfuir pour s'en servir de boucliers humains et l'armée bombarde sans discrimination les zones habitées, a déploré hier, l'organisation internationale de défense des droits de l'Homme, Human Rights Watch (HRW).

Des chirurgiens prêts à intervenir?

Les chauffeurs d'ambulances refusent de prendre le volant, de peur d'essuyer les tirs des talibans ou les obus des mortiers de l'armée, assure Lal Noor. «Nous savons qu'il y a des victimes civiles et des gens qui ont besoin de soins d'urgence», regrette-t-il, concluant: «Tout s'est arrêté là-bas, la ville paraît déserte, tout est fermé, comment peut-on y survivre?» «Nous avons fait notre possible pour rester et soigner ceux qui en avaient besoin mais nous avons été obligés de partir parce que toutes les entrées de Mingora étaient fermées» par l'armée, a expliqué un médecin qui a requis l'anonymat.

Quelque 200 blessés s'étaient rendus à l'hôpital de Saïdu Sharif avant qu'il ne ferme. Une équipe de chirurgiens est prête à partir pour Mingora, dès que les routes seront sécurisées, assure Fazal Mahmood, un haut responsable du département de la Santé, à Peshawar.



Photo: ap

De nombreux blessés ne pourraient plus recevoir de soins dans les hôpitaux proches des zones de combats.

PAKISTAN Nouvelle bavure

Deux missiles, tirés hier par un drone américain, dans le nord-ouest du Pakistan près de la frontière avec l'Afghanistan, ont tué dix personnes. Quatre civils seraient parmi les victimes.

IRAK Le GI inculpé

Un sergent de l'armée américaine a été inculpé, hier, pour meurtre et coups et blessures aggravés. La veille, il avait tué cinq de ses camarades, lors d'une fusillade dans un hôpital militaire de Bagdad où sont soignés les traumatismes de guerre.

JAPON Rapprochement

La Russie et le Japon ont conclu, hier, des accords énergétiques à l'issue de la visite du Premier ministre russe, Vladimir Poutine. Les deux pays se sont engagés à étudier tous les moyens pour résoudre leur différend territorial autour de quatre îles que chacun revendique, désaccord qui empêche la signature d'un traité de paix formel entre les deux pays.

ONU Les États-Unis dans le bal

Les États-Unis ont été élus, hier, au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. L'ancienne administration américaine avait boudé l'institution en l'accusant d'accueillir des États parmi les pires violateurs des libertés fondamentales et d'être anti-israélien.

BIRMANIE Aung San Suu Kyi va mieux

Selon son parti, l'état de santé de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi s'est amélioré après la visite d'une assistante médicale. Elle a souffert d'hypotension et de déshydratation.

Au cœur de la bataille

L'armée pakistanaise a assuré, hier, avoir hélicopté des soldats dans un bastion des talibans dans la vallée de Swat. Elle affirme que l'ennemi est en fuite face à son offensive lancée il y a plus de deux semaines dans cette vallée du nord-ouest du pays. Au même moment, l'ONU annonçait que le nombre de personnes ayant fui les combats en dix jours avait dépassé le demi-million.

PAROLES DU SUD

Aller à l'école le ventre plein

Chaque mois, SOS Faim Luxembourg relaie le travail de ses partenaires africains œuvrant dans les domaines de la microfinance et de la sécurité alimentaire.



De retour d'une mission presse au Kivu, Marine Lefebvre, responsable de l'information chez SOS Faim Luxembourg, a rencontré l'ensemble des partenaires soutenus par l'ONG luxembourgeoise dans cette région de l'est de la République démocratique du Congo.

Des pistes trouées en guise de route, pas de courant électrique, peu d'accès à l'eau potable; des cases en adobe et feuilles de bananier, parfois des maisonnettes de briques, et des enfants en bas âge par dizaines qui dévalent les sentiers pentus: c'est un village de montagne dans le sud Kivu, cette province de l'est de la République démocratique du Congo qui sort tant bien que mal de la guerre.

Dans la cour d'une maison où chèvres et enfants s'ébrouent, Georgette trie son stock de menu fretin, ces minuscules poissons séchés, pêchés dans le lac Kivu, à une vingtaine de kilomètres de là. Elle se prépare pour

le marché du samedi où elle se rendra avec sa mère. Georgette veille en effet sur une famille de 22 personnes: en plus de sa mère et son mari, ses onze enfants, et les huit dont elle a la charge, ces «enfants sous tutelle» qui sont légion en Afrique, et plus encore en zone de crise...

Maçon, le mari de Georgette est souvent absent et c'est sur elle que repose d'abord la subsistance du foyer. Elle fait partie des 407 ménages enseignants à bénéficier en ce moment du crédit proposé par l'ONG congolaise, TGD «Tous pour le genre dans le développement», une institution de microfinance créée en 2005 par quatre universitaires originaires du Kivu, résolu à soutenir une catégorie clé de la société, fonctionnaire et pourtant laissée-pour-compte: le corps professoral. Conscient de sa misère et convaincu que sur lui repose l'espoir d'une évolution des mentalités chez les générations futures, TGD s'efforce de consacrer des crédits solidaires aux enseignants

d'un même établissement pour leur permettre d'assurer leurs cours le ventre plein, et petit à petit, de faire avancer la place de la femme dans une société où «c'est l'exploitation de la femme par l'homme qui règne au lieu de l'harmonie», affirme Esperance Hendwa Ciza, présidente de TGD.

Le retour à la terre et la découverte du petit commerce constituent ainsi une planche de salut pour les enseignants d'une province désertée par les institutions étatiques où, dans le meilleur des cas, les instituteurs touchent 40 dollars par mois en guise de salaire, tandis que le litre de gasoil coûte un dollar... Pour s'en sortir, les écoles ont pris l'habitude d'exiger des parents d'élèves une somme mensuelle afin de rétribuer les enseignants mais, malgré cela, nul ici ne fait plus d'un repas par jour, et nombreux sont les enfants renvoyés de l'école pour n'être pas à jour avec les deux ou trois dollars réclamés mensuellement.

Désormais, grâce aux petits em-

prunts accordés par TGD avec le soutien de SOS Faim, une activité d'appoint s'organise qui vient compléter les ressources et sort les familles de la sous-nutrition, tout en leur permettant de payer l'école de leurs propres enfants. Avec un taux de remboursement de 100% après quatre ans d'existence, le succès de TGD est intégral et nombreux sont les enseignants qui réclament une augmentation du montant des prêts.

«Et ainsi va la vie», lâche Geor-

gette en fermant son précieux sac de fretin.

Marine Lefebvre (SOS Faim)

Dans les provinces du Kivu, SOS Faim Luxembourg soutient TGD, GAMF et PAIDEK, partenaire historique dans le domaine de la microfinance, et le Consortium Amis du Kivu-CRONGD pour un programme de souveraineté alimentaire. www.sosfaim.org

«L'argent apporté par les blancs»

Le soir même de la visite de Marine Lefebvre, un des collègues de Georgette a reçu plusieurs coups de couteau d'un agresseur qui réclamaient «l'argent apporté par les Blancs». L'homme est hospitalisé depuis deux semaines. Les bénéfices ob-

tenus à partir de son crédit qu'il était fier de montrer n'existent plus, ses écoliers sont livrés à eux-mêmes et ses frais d'hôpitaux sont à la charge de sa famille élargie, contrainte de se saigner à blanc pour lui venir en aide.